



PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 18 OCT. 2013

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN  
☎ : 04 72 61 37 81  
✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

## ARRETE

**modifiant l'arrêté du 12 novembre 2008  
prescrivant des mesures à  
Maître BAULAND, administrateur judiciaire  
de la société MAZZA B.T.P.,  
pour la carrière de VALSONNE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L512-7 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 février 1999 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société MAZZA B.T.P. dans son établissement situé lieu-dit "Bédina" à VALSONNE ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 avril 1999 autorisant la société MAZZA B.T.P. à poursuivre l'exploitation d'une carrière située lieu-dit "Bédina" à VALSONNE ;

VU le jugement en date du 4 novembre 2004 par lequel le Tribunal de Commerce de Lyon a prononcé le redressement judiciaire de la société MAZZA B.T.P. et désigné Maître BAULAND en qualité d'administrateur judiciaire ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2008 prescrivant des mesures à Maître BAULAND, administrateur judiciaire de la société MAZZA B.T.P., pour la mise en sécurité du site de la carrière de VALSONNE ;

VU le rapport en date du 29 juillet 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

../..

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation spécialisée des carrières - exprimé dans sa séance du 23 septembre 2013 ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2008 précité a imposé à Maître BAULAND, administrateur judiciaire, de la société MAZZA B.T.P., la mise en sécurité du front ouest de la carrière de VALSONNE, en cours d'éboulement, par amenée de stériles contre la paroi rocheuse ;

CONSIDERANT que la société G.M.R.T., rachetée en 2013 par la société SOGRAP, s'est engagée, dans le cadre de l'acquisition de la carrière de VALSONNE, à assurer la remise en état du site, dans l'attente d'une décision sur la demande d'autorisation présentée en juin 2013 ;

CONSIDERANT que l'étude géotechnique d'analyse géologique et structurale du front de la carrière, produite par le repreneur du site, a fait apparaître que le remblaiement prescrit n'était pas nécessaire, du fait de la faible instabilité résiduelle du front de la carrière et, que, de plus, cette mesure pourrait nuire aux intérêts faunistiques du site, avec le dérangement et la destruction de l'habitat du hibou grand duc, espèce protégée ;

CONSIDERANT, en outre, que la société SOGRAP s'est engagée dans son dossier de cessation d'activités, à mettre en place un suivi annuel de la stabilité des fronts, jusqu'à l'obtention d'une éventuelle autorisation ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que le suivi de la biodiversité sur le site, sera assuré par la Ligue pour la Protection des Oiseaux - LPO - durant toute la durée d'instruction du dossier de demande d'autorisation présenté par la société SOGRAP ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, que la sécurisation du site par remblaiement ne se justifie plus et qu'il y a donc lieu de modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2008 précité ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 12 novembre 2008 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Maître BAULAND, 40, rue de Bonnel à LYON 3<sup>ème</sup>, administrateur judiciaire de la société MAZZA BTP, devra s'assurer de la stabilité du front ouest de la carrière de VALSONNE, sise au lieu dit « Bédina », et le cas échéant, faire procéder aux travaux de mise en sécurité de ce front, dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

L'attache écrite d'un géologue sera prise afin de définir les éventuelles mesures de sécurité à mettre en œuvre (surveillance des masses de matériaux instables à l'aide d'instruments, purge de blocs instables...). »

## ARTICLE 2 :

Délais et voies de recours (articles L 514-6 et R 514-3-1 du code de l'environnement) :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lyon :

- par l'exploitant ou son représentant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

## ARTICLE 3 :

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VALSONNE,
- à Maître BAULAND, administrateur judiciaire de la société MAZZA B.T.P. et à la société SOGRAP.

Lyon, le 18 OCT. 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale.

Isabelle DAVID

